



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
23 mars 2016
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2016

6-10 juin 2016, New York

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

Prolongations de programmes de pays

Note de l'Administratrice

Résumé

La présente note contient des informations sur la prolongation des programmes de pays pour le Burkina Faso, le Burundi, Cabo Verde, le Gabon, la Mauritanie, la République centrafricaine, le Sénégal et le Yémen. Les demandes de première prolongation d'un an des programmes de pays sont approuvées par l'Administratrice et transmises au Conseil d'administration pour information. Les demandes de deuxième prolongation d'un an, de prolongation de deux ans et de prolongation exceptionnelle sont soumises au Conseil d'administration pour approbation.

Éléments de décision

Le Conseil d'administration souhaitera peut-être prendre note de la première prolongation d'un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017, des programmes du Burundi, de Cabo Verde, du Gabon, de la Mauritanie et de la République centrafricaine.

Le Conseil d'administration souhaitera peut-être approuver la deuxième prolongation d'un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017, des programmes du Burkina Faso et du Yémen, et la prolongation de deux ans, du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2018, du programme du Sénégal.



Annexe

Tableau 1
Prolongations de programmes de pays transmises au Conseil d'administration pour information

Pays	Période couverte par le descriptif de programme de pays initial	Période couverte par la prolongation déjà approuvée	Nouvelle période de prolongation proposée	Prolongation		Motifs et explications		
				Un an	Deux ans	Harmonisation avec les cycles de planification des pays	Évolution politique du pays	Autre
Burundi	2014-2016	s.o.	Janvier-décembre 2017	Oui		Cette prolongation a pour objectif de faciliter l'alignement du nouveau PNUAD sur les nouvelles priorités du Gouvernement qui devraient être fixées après les élections.		
Cabo Verde	2012-2016	s.o.	Janvier-décembre 2017	Oui		Cette prolongation a pour objectif de faciliter l'alignement du cycle de programmation sur la Stratégie nationale de croissance économique et de lutte contre la pauvreté (DECRP IV).		
Gabon	2012-2016	s.o.	Janvier-décembre 2017	Oui		Cette prolongation a pour objectif d'aligner le cycle de programmation sur le Plan stratégique Gabon émergent.		
Mauritanie	2012-2016	s.o.	Janvier-décembre 2017	Oui		Cette prolongation a pour objectif d'assurer la concordance avec la nouvelle Stratégie nationale de croissance accélérée et de prospérité partagée, ainsi qu'avec le premier Plan stratégique du pays à 15 ans (SCAPP).		
République centrafricaine	2012-2016	s.o.	Janvier-décembre 2017	Oui		Cette prolongation a pour objectif de faciliter l'alignement sur le cadre de coopération intérimaire, qui sera élaboré pour l'année 2017.		

Tableau 2
Prolongations de programmes de pays transmises au Conseil d'administration pour approbation

Pays	Période couverte par le descriptif de programme de pays initial	Période couverte par la prolongation déjà approuvée	Nouvelle période de prolongation proposée	Prolongation		Motifs et explications		
				Deuxième prolongation d'un an	Deux ans	Harmonisation avec les cycles de planification des pays	Évolution politique du pays	Autre
Burkina Faso	2011-2015	2016	Janvier-décembre 2017	Oui		Cette prolongation a pour objectif d'aligner le cycle de programmation sur les priorités nationales et le Plan national de développement.		
Sénégal	2012-2016	s.o.	Janvier 2017-décembre 2018	Oui		Cette prolongation a pour objectif d'assurer la concordance avec le Plan d'action prioritaire du Gouvernement pour la période 2014-2018, dans le cadre du Plan Sénégal émergent visant à mettre au point d'ici à 2035 un ensemble de projets stratégiques à forte valeur ajoutée et sources d'emplois.		
Yémen	2012-2015	2016	Janvier-décembre 2017	Oui			En 2015, la crise qui sévit au Yémen a entravé considérablement la mise en œuvre des programmes du PNUD. Leur prolongation est donc demandée, avec l'approbation du Gouvernement, dans la mesure où ils continuent de faire face à la crise en attendant que les conditions soient réunies pour préparer le déploiement du prochain PNUAD et du prochain descriptif de programme de pays.	

PNUAD – plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.